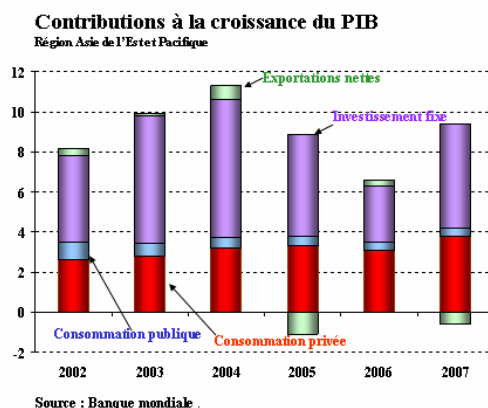


## Perspectives régionales - Asie de l'Est et Pacifique

Selon les estimations, le PIB des pays en développement de l'Asie de l'Est et du Pacifique a augmenté de 8,3 % en 2004, soit un rythme légèrement supérieur à celui enregistré en 2003 (8,0 %). La croissance de cette région au cours des deux dernières années est la plus forte qu'elle ait connue depuis la crise financière de 1997-98. Le taux d'expansion a été particulièrement solide en Chine, où l'économie a progressé de 9,5 %, mais l'essor a été largement réparti. La plupart des économies de la région ont en effet pris part à cette accélération, qu'il s'agisse des pays à revenu intermédiaire comme l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines ou des pays à faible revenu comme la République démocratique populaire lao, le Viet Nam, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Mongolie. Dans l'ensemble, on estime que ce niveau soutenu de croissance a fait baisser le pourcentage d'individus d'Asie de l'Est vivant dans une situation d'extrême pauvreté (avec moins de 2 dollars par jour) de 50 % à 34 % entre 1999 et 2004<sup>1</sup>.

**Un contexte extérieur propice, caractérisé par une expansion record du commerce mondial, des excédents des opérations courantes au niveau régional et une hausse des réserves en devises, a renforcé la confiance des investisseurs à l'égard d'un grand nombre de pays.**

Venant s'ajouter au faible niveau des taux d'intérêt à l'échelle mondiale, ces facteurs se sont traduits par une accélération de la tendance des flux d'investissements de portefeuille et ont contribué à d'importantes hausses des prix sur les marchés boursiers ainsi qu'à un abaissement des charges du service de la dette dans la plupart des pays. En Indonésie, les spreads ont diminué d'environ 200 points de base au second semestre de 2004 sous l'effet d'un regain de confiance à la suite du bon déroulement des élections parlementaire et présidentielle. La dette du secteur public a également eu tendance à diminuer, ou est restée stable, dans la plupart des pays, à l'exception notable des Philippines. Les efforts déployés par les pouvoirs publics pour encourager une restructuration du secteur financier et de celui des entreprises se sont poursuivis, quoiqu'à un rythme inégal dans certains pays. Les entreprises ont également tiré parti de cet environnement exceptionnellement porteur pour réduire leur excès d'endettement et améliorer leur rentabilité.



<sup>1</sup> L'élément qui domine dans ces perspectives régionales est l'évolution de la situation de la *Chine*, où vivent quelque 418 millions de pauvres (deux tiers du chiffre total pour l'Asie de l'Est). On estime que le taux de pauvreté à 2 dollars par jour en Chine est tombé à 32 % environ en 2004 sous l'effet d'une nette progression des revenus ruraux ces dernières années. Cette progression s'explique par un accroissement de la production agricole, une augmentation de plus de 30 % des prix des céréales, l'introduction de subventions directes en faveur des exploitants et une réduction des taxes agricoles. En dehors de la Chine, l'essentiel des réductions de la pauvreté observées ces derniers temps (sur la base du nombre absolu de pauvres) s'est produit dans trois pays : l'Indonésie, la Thaïlande et le Viet Nam.

**Des niveaux d'investissement très élevés et en progression rapide ont contribué au fort taux de croissance, et sont le reflet des succès précédents.**

Dans l'ensemble, les investissements ont augmenté de 18,4 % en 2004, ce qui marque une poursuite de la tendance qui a vu les ratios investissements/PIB de la région passer de 32 % à 42 % entre 1999 et 2004. Bien que cela fasse plusieurs années qu'on enregistre une très solide croissance des investissements dans les économies en expansion rapide comme la Chine et le Viet Nam, le rebond a été le plus marqué dans les pays à revenu intermédiaire et à revenu élevé de la région, où l'activité en matière d'investissement avait été irrégulière et faible à la suite de la crise financière de 1997-98 et de la débâcle du secteur des technologies de pointe en 2001.

**Un niveau de croissance des exportations supérieur à 23 % est un autre élément déterminant qui a contribué à ces très bons résultats.** Les ventes à l'étranger ont été stimulées, d'une part, par une forte demande mondiale et, de l'autre, par une nette reprise sur le marché international des technologies de pointe dans la première partie de l'année. Cela a entraîné un essor des échanges intrarégionaux, alimenté par une flambée des exportations des autres pays d'Asie de l'Est à destination de la Chine. Globalement, l'amélioration marquée de la productivité, le faible niveau des coûts et l'ouverture des marchés ont aidé la région à accroître sa part du marché mondial de 0,7 point de pourcentage en 2004.

East Asia and Pacific forecast summary							
(annual percent change unless indicated otherwise)							
	90-00 <sup>1</sup>	2002	2003	Est.	Forecast		
				2004	2005	2006	2007
GDP at market prices (1995 USD) <sup>2</sup>	7.7	6.9	8.0	8.3	7.4	6.9	7.2
GDP per capita (units in USD)	6.4	6.0	7.0	7.4	6.5	6.0	6.4
PPP GDP <sup>3</sup>	8.4	7.4	8.4	8.7	7.7	7.1	7.4
Private consumption	6.8	5.4	5.8	6.9	7.2	7.0	7.7
Public consumption	7.9	7.5	5.3	4.2	4.2	3.7	3.9
Fixed investment	9.0	13.3	18.7	18.4	12.5	6.5	12.1
Exports, GNFS <sup>4</sup>	12.0	14.8	21.2	23.1	14.9	11.1	9.9
Imports, GNFS <sup>4</sup>	11.2	15.9	23.5	23.5	18.6	11.1	11.1
Net exports, contribution to growth	0.4	0.4	0.1	0.7	-1.1	0.2	-0.4
Current account bal/GDP (%)	0.4	3.5	3.9	3.5	3.0	3.4	2.8
GDP deflator (median, LCU)	7.5	3.9	3.6	5.3	2.2	3.6	2.9
Fiscal balance/GDP (%)	-1.2	-3.3	-2.8	-2.4	-2.4	-2.2	-2.1
<b>Memo items: GDP</b>							
East Asia excluding China	4.6	4.6	5.4	6.0	5.4	5.9	6.2
Notes: 1. Growth rates over intervals are compound average; growth contributions, ratios and the GDP deflator are averages.							
2. GDP measured in constant 1995 U.S. dollars. 3. GDP measured at PPP exchange rates.							
4. Exports and imports of goods and non-factor services.							
Source: World Bank							

**On s'attend à ce que la croissance dans les pays en développement d'Asie de l'Est se ralentisse légèrement, pour s'établir juste en dessous de 7,5 % en 2005.**

Le niveau élevé des prix du pétrole et des autres produits de base et la hausse des taux d'intérêt dans les pays développés ont déjà provoqué un ralentissement de l'économie mondiale et de la demande de produits en provenance de l'Asie de l'Est. La croissance trimestrielle du PIB s'est atténuée au second semestre de 2004 en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande (de même que dans des pays à revenu élevé comme le Japon, Singapour et Taiwan, Chine).

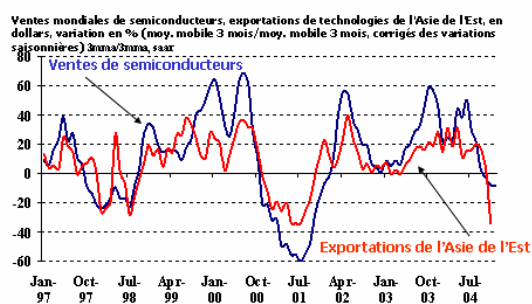
De plus, la progression des investissements en Chine s'est nettement ralentie, tombant de plus de 40 % au premier trimestre de 2004 (en variation d'une année sur l'autre) à un niveau estimé à 13 % au quatrième trimestre. Cette forte décélération a suivi l'introduction de mesures administratives destinées à restreindre la croissance dans certains secteurs, en réponse aux craintes qu'avait commencé à susciter l'éventualité

d'une surchauffe et d'une mauvaise affectation des ressources vers la fin de 2003. On s'attend également à ce que ce ralentissement réduise la demande de biens de production en provenance des autres pays d'Asie de l'Est, qui a été un facteur essentiel de croissance des exportations de la région ces trois dernières années.

Ces facteurs, venant s'ajouter à l'aboutissement normal du cycle conjoncturel dans cette partie du monde en plein essor, devraient réduire le rythme de la croissance dans la région. Néanmoins, les taux de croissance de la Chine et du Viet Nam devraient rester supérieurs à 8 et 7 %, respectivement, et l'on s'attend à ce que ceux des pays à revenu intermédiaire de l'Asie du Sud-Est se situent entre 5 et 6 %. Parmi les pays de la région importateurs nets de produits de base, tels que la Chine, le Cambodge, la Corée, la République démocratique populaire lao, les Philippines, Taiwan (Chine) et la Thaïlande, les pertes de revenus dues aux variations des termes de l'échange pourraient se situer entre 0,5 et 1,5 % du PIB. Les pays exportateurs de produits de base, tels que l'Indonésie, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Viet Nam, continueront pour leur part à bénéficier de forts revenus du fait du niveau élevé des prix. Mais comme ils sont d'un poids assez limité dans le PIB régional, le haut niveau de prix constitue un facteur négatif pour la région prise dans son ensemble.

Au ralentissement plus généralisé des flux d'échange mondiaux vient s'ajouter le fait que le secteur des technologies de pointe, qui revêt une importance particulière pour la région, est entré dans une phase de recul au second semestre de 2004, ce qui devrait peser sur les niveaux d'activité au début de 2005, avant que la demande ne se redresse à nouveau.

Cycle des technologies de pointe et exportations de technologies de l'Asie de l'Est



Source : Semiconductor Industry Association, Banque mondiale

**Le principal risque de dégradation qui existe pour la région tient à la possibilité que les taux d'intérêt augmentent fortement aux États-Unis du fait des préoccupations suscitées par le niveau du déficit courant américain et des craintes d'une dépréciation du dollar.**

Les principales incidences d'une telle évolution pour la région prendraient la forme d'une réduction de la demande pour ses produits et, partant, d'un ralentissement de sa croissance. De plus, une forte dépréciation du dollar aurait d'importants effets négatifs au plan budgétaire pour les pays, telle la Chine, qui ont accumulé des réserves substantielles en dollars. Les estimations présentées dans l'édition de cette année de *Financement du développement dans le monde* (Banque mondiale, 2005) donnent à penser que le préjudice ainsi subi par la Chine pourrait atteindre jusqu'à 1,1 % de son PIB (exprimé en valeur réelle<sup>2</sup>).

<sup>2</sup> Si le Reminbi devait accompagner la baisse du dollar, l'incidence sur une part du PIB chinois serait nulle — mais, si l'on se base pour l'estimation sur la valeur de la monnaie avant sa dépréciation, l'impact négatif serait de l'ordre de 1,1 % du PIB.

Un second risque, qui semblerait s'être atténué ces derniers temps, est constitué par une surchauffe de l'économie chinoise qui nécessiterait d'importantes mesures de réaction de la part des autorités. Bien que la croissance des revenus comme celle des investissements se soient ralenties, le niveau toujours soutenu de la demande pour un certain nombre de produits de base fait qu'on a du mal à déterminer si le ralentissement se limite aux secteurs dans lesquels des mesures de contrôle ont été mises en place ou s'il est plus généralisé. Dans le premier cas, on ne saurait écarter l'éventualité d'une reprise de la demande et d'une flambée d'inflation analogue à celle observée à l'automne 2004. Une surchauffe de l'économie chinoise suivie d'un ralentissement brutal aurait des répercussions dans l'ensemble de la région.

## Perspectives régionales - Europe et Asie centrale

Selon les estimations, la croissance du PIB réel des pays en développement d'Europe et d'Asie centrale s'est accélérée en 2004 pour s'établir à 6,8 %, contre 5,9 % en 2003, et elle continue de dépasser la moyenne mondiale.

Cette croissance reflète un certain nombre de facteurs, et notamment :

- un contexte positif pour les échanges internationaux et les flux de capitaux ;
- l'impact positif du haut niveau des prix des produits de base dans la Communauté des États indépendants (CEI) ;
- l'impact positif de l'accession à l'Union européenne (UE) pour divers pays du groupe de l'Europe centrale et des États baltes ;
- les fruits des réformes antérieures, dont l'amélioration du climat de l'investissement et de la gouvernance dans une bonne partie de la région ;
- les progrès réalisés sur le dossier d'adhésion à l'UE pour la Bulgarie, la Croatie, la Roumanie et la Turquie ; et
- le maintien de la stabilité politique en Europe du Sud-Est.

Une très forte demande mondiale d'énergie a stimulé la croissance dans les pays de la région exportateurs de pétrole, notamment la Russie, qui a vu son PIB progresser de 7,1 % en 2004. Le haut niveau des prix du pétrole, conjugué à une augmentation de la production, a stimulé les revenus dans ces pays, ce qui est par exemple à la base d'une augmentation de la consommation de 7,6 % en Russie et d'une progression de la demande d'importations de 13,6 %. De plus, d'importantes recettes pétrolières ont permis à la Russie de consolider à la fois son compte courant et les soldes de ses administrations publiques, ce qui a entraîné le relèvement de la notation de sa dette au rang des valeurs de premier ordre.

Europe and Central Asia forecast summary							
(annual percent change unless indicated otherwise)							
	90-00 <sup>1</sup>	2002	2003	Est.	Forecast		
				2004	2005	2006	2007
GDP at market prices (1995 USD) <sup>2</sup>	-1.4	4.6	5.9	6.8	5.5	4.9	5.0
GDP per capita (units in USD)	-1.6	4.6	5.9	6.8	5.4	4.9	5.0
PPP GDP <sup>3</sup>	-2.1	4.8	6.3	7.2	5.7	5.1	5.2
Private consumption	-0.2	5.7	6.7	7.1	6.3	5.1	4.8
Public consumption	-0.8	2.6	2.2	1.4	1.4	2.0	2.0
Fixed investment	-7.0	3.0	9.9	12.8	7.9	7.1	7.0
Exports, GNFS <sup>4</sup>	1.3	7.9	12.0	15.3	9.4	9.0	9.2
Imports, GNFS <sup>4</sup>	-1.7	8.9	14.5	13.6	11.3	9.4	9.0
Net exports, contribution to growth	1.2	-0.2	-0.8	0.9	-0.8	-0.1	0.2
Current account bal/GDP (%)	-0.7	0.7	0.3	0.9	0.3	0.2	0.1
GDP deflator (median, LCU)	90.7	4.2	5.4	6.8	6.2	3.4	3.1
Fiscal balance/GDP (%)	-3.2	-3.7	-3.1	-2.1	-2.5	-2.1	-2.0
<b>Memo items: GDP</b>							
Transition countries	1.7	4.3	4.5	6.0	4.8	4.7	5.2
Central and Eastern Europe	1.0	2.9	4.0	5.0	4.5	4.5	4.9
Commonwealth of Independent States	-4.2	5.0	7.6	7.7	6.2	5.2	4.9
Notes: 1. Growth rates over intervals are compound average; growth contributions, ratios and the GDP deflator are averages.							
2. GDP measured in constant 1995 U.S. dollars. 3. GDP measured at PPP exchange rates.							
4. Exports and imports of goods and non-factor services.							
Source: World Bank							

La forte demande s'est répercutée sur les pays de la région importateurs de pétrole, qui ont vu exportations et investissements progresser rapidement en 2003 et 2004.

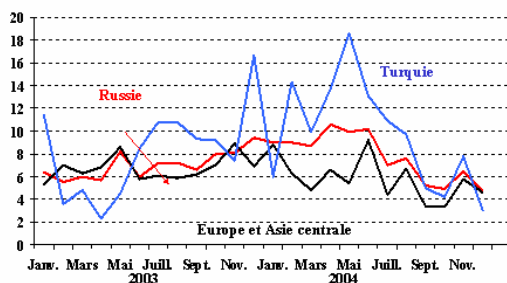
D'importants apports d'investissement étranger direct (IED), liés à l'accession de huit pays de la région à l'Union européenne en mai 2004, ont contribué à renforcer l'activité ainsi que les capacités dans les pays d'Europe centrale et orientale, dont le taux de croissance a atteint 5,0 %. Par ailleurs, la Turquie a connu une croissance particulièrement soutenue de 8,2 % à la suite d'un recul de l'inflation d'une ampleur inattendue qui a stimulé la demande réelle au plan intérieur. Un élément défavorable pour la Turquie, nonobstant la hausse de 16,1 % de ses exportations, est constitué par la dégradation de son déficit courant, qui est passé de 2,8 % du PIB en 2003 à 4,8 % en 2004.

**La hausse des taux d'intérêt, l'apparition de contraintes de capacité et le ralentissement de la demande mondiale se sont conjugués pour provoquer un affaiblissement de l'activité économique au second semestre de 2004.**

La production industrielle de la région était en progression de 10,6 % en avril 2004 (variation d'une année sur l'autre), mais le resserrement de la situation monétaire, causé à la fois par une appréciation des monnaies et par la hausse des taux d'intérêt, et l'affaiblissement de la demande extérieure ont fini par ramener son taux de croissance à 4,7 % en fin d'année.

**Ralentissement de la production industrielle**

Variation en %, moyenne mobile sur 3 mois, taux annuel



Source : Banque mondiale

Sous l'effet conjugué du rythme soutenu de l'activité dans la première partie de l'année, du niveau élevé des cours pétroliers et des hausses de prix liées à l'accession à l'Union européenne, le taux médian d'inflation des prix à la consommation dans la région est passé de 5,4 % en 2003 à 6,8 % en 2004. Toutefois, le ralentissement intervenu par la suite a inversé cette tendance, de sorte que l'inflation s'établissait en fin d'année à un taux plus modéré de 4,6 %. En Turquie, l'inflation est tombée en dessous de 10 % et les anticipations semblent s'être vraiment modifiées, ce à quoi a contribué l'introduction d'une nouvelle devise, émise à un taux représentant 1 million de fois la valeur faciale de l'ancienne lire.

**Le fort niveau de croissance et d'importants recouvrements d'impôts ont entraîné une baisse des déficits publics dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale<sup>3</sup>.**

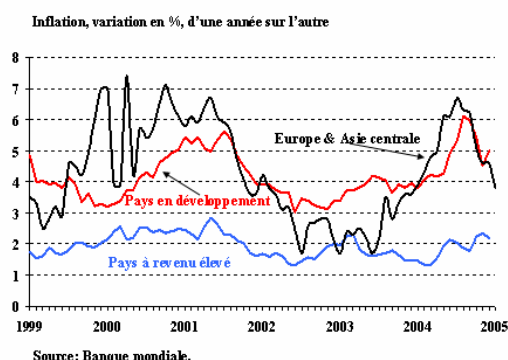
Toutefois, en dépit d'une forte croissance, la situation budgétaire d'un certain nombre d'autres pays s'est dégradée ; c'est notamment le cas de la Hongrie, de la Lettonie et de la Lituanie. Pour la Turquie, une indication de plus que son évolution marque une rupture avec le passé est fournie par le fait qu'elle a maintenu un excédent budgétaire primaire (hors intérêts au titre de sa dette publique) de 6 % du PIB, ce qui lui a permis de mettre en œuvre son programme d'assainissement des finances publiques et de conclure un nouvel accord de confirmation pour trois ans avec le FMI.

**On s'attend à ce que le rythme de l'expansion s'atténue dans les pays en développement d'Europe et d'Asie centrale, le taux de croissance du PIB devant retomber à 5,5 % en 2005 et se stabiliser aux alentours de 5 % en 2006-07.**

<sup>3</sup> Parmi lesquels la Pologne, la République tchèque et la République slovaque.

La décélération que laissent ainsi prévoir les projections est, dans une large mesure, le prolongement du ralentissement qui s'est amorcé au second semestre de 2004 et poursuivi au premier trimestre de 2005. Elle reflète l'affaiblissement de la demande extérieure, le maintien des cours pétroliers à un niveau élevé et la hausse des taux d'intérêt au plan mondial, ainsi qu'un resserrement de la situation monétaire du fait de la hausse des taux d'intérêt nationaux et de l'appréciation en valeur réelle des monnaies d'un grand nombre de pays de la région. La poursuite du processus d'intégration de la région à l'économie mondiale atténuera l'impact de ces facteurs sur la croissance.

### Signes d'accélération de l'inflation



Pour les pays d'Europe centrale et orientale, les perspectives sont légèrement meilleures que la moyenne pour la région, la croissance étant censée se ralentir en 2005 et reprendre en 2006 et 2007.

Les pays qui viennent d'adhérer à l'Union européenne devraient continuer de bénéficier d'un afflux net d'investissements à mesure qu'un part croissante de la production européenne est transférée dans ces régions à assez bas salaires. Par ailleurs, la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie devraient connaître des avantages similaires à l'approche de leur propre date d'adhésion. Pour le moment, la date d'adhésion éventuelle de la Turquie est incertaine<sup>4</sup>.

### **En Russie, le démantèlement du groupe Ioukos et la lenteur du processus de réformes structurelles ont ébranlé la confiance des investisseurs et pourraient engendrer des perturbations dans les approvisionnements pétroliers<sup>5</sup>.**

Dans ces conditions, et indépendamment de l'amélioration de la notation financière de la Russie, on s'attend à un ralentissement de la croissance de ses investissements — y compris un fléchissement des importants apports d'IED dont elle a bénéficié ces derniers temps. La progression des investissements dans l'ensemble de la Communauté des États indépendants devrait, selon les projections, tomber en dessous de 6,0 %, et la croissance du PIB se ralentira tout au long de la période considérée, pour s'établir à 4,9 % en 2007. Du fait de ce ralentissement de la croissance, d'une appréciation en valeur effective réelle qui continue d'être la tendance pour les monnaies de la région et de l'affaiblissement progressif des prix des produits de base qui est prévu, les pressions inflationnistes devraient se relâcher en 2005 et 2006.

### **Les risques d'aggravation de la situation par rapport à ces projections prédominent.**

Une baisse plus rapide que prévu des prix pétroliers freinerait la croissance dans les pays exportateurs de pétrole, mais également dans les pays voisins du fait d'une baisse des exportations et des apports d'IED en provenance des pays riches en pétrole. Pour les pays d'Europe centrale et orientale, les forts taux de croissance qui doivent persister soutiendront la situation budgétaire, mais l'importance des déficits reste

<sup>4</sup> La Bulgarie, la Croatie et la Roumanie pourraient entrer dans l'UE dès 2007 ou 2008. Pour la Turquie, bien que les négociations avec elle soient engagées, la plupart des observateurs s'attendent à ce que son adhésion prenne encore du temps.

<sup>5</sup> Franssen, Herman. "Oil Market Outlook 2004-08: Oil Market Fundamentals Versus Geopolitical Developments," MEES VOL. XLVII, No 06, 9-February-2004.

un sujet de préoccupation et des réformes budgétaires supplémentaires s'imposent. Des retards dans la mise en œuvre des réformes prévues, telles que celles stipulées dans les programmes de convergence pour les nouveaux pays membres de l'UE, pourraient provoquer une augmentation des primes de risque et, à terme, un resserrement des politiques budgétaires dont résulterait un ralentissement de la croissance. Enfin, une réduction des apports de capitaux nécessaires à la Turquie pour financer l'important déficit de son compte de capital ou une hausse de l'inflation pourraient entraîner une augmentation des taux d'intérêt ou un ajustement du taux de change.

## Perspectives régionales - Amérique latine et Caraïbes

Les estimations pour la région Amérique latine et Caraïbes font état d'une augmentation du PIB de 5,7 % en 2004, ce qui constitue son taux de croissance le plus élevé depuis 1997 et une progression bien supérieure à la moyenne de 3,3 % enregistrée dans les années 90.

Cette forte croissance tient en partie au fait que plusieurs pays (Argentine, Uruguay et République bolivarienne du Venezuela) sont sortis simultanément d'une phase de profonde récession. Mais même abstraction faite de ces pays dans les agrégats régionaux, la croissance s'établit à un niveau soutenu de 4,6 %. À la différence de ce qui s'était passé ces deux dernières décennies, cette phase d'expansion a été largement répartie, la majorité des pays de la région ayant enregistré des taux de croissance positifs (à l'exception notable de Haïti).

La forte demande mondiale de produits de base et d'autres biens et services a joué un rôle. L'augmentation des volumes d'échanges commerciaux s'est située à un niveau quasiment record de 11,9 %, les gros exportateurs de produits de base comme le Chili et le Venezuela ayant enregistré une progression particulièrement forte de leurs exportations.

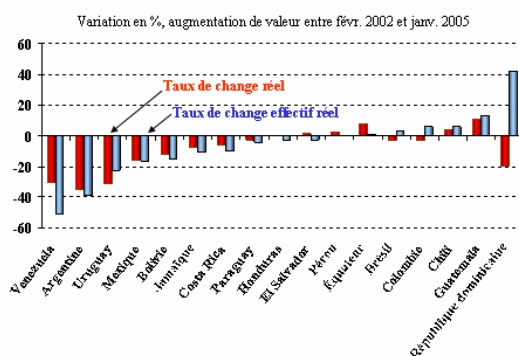
En dépit de la dépréciation subie par le dollar depuis février 2002, les monnaies de nombreux pays de la région ont en fait baissé davantage en valeur réelle au cours de cette période, si bien que les pays en question ont assez peu perdu en termes de compétitivité. Mais beaucoup ont connu une appréciation depuis 2003, ce qui laisse penser que les perspectives à venir seront moins anodines qu'elles ne l'étaient en 2003.

Latin America and Caribbean forecast summary							
(annual percent change unless indicated otherwise)				Est.	Forecast		
	90-00 <sup>1</sup>	2002	2003	2004	2005	2006	2007
GDP at market prices (1995 USD) <sup>2</sup>	3.3	-0.8	1.7	5.7	4.3	3.7	3.7
GDP per capita (units in USD)	1.6	-2.3	0.3	4.2	2.9	2.4	2.3
PPP GDP <sup>3</sup>	3.3	-0.2	1.7	5.4	4.2	3.7	3.7
Private consumption	4.1	-1.9	1.2	4.6	3.4	3.5	4.0
Public consumption	2.1	-0.3	1.5	1.7	3.6	2.8	2.1
Fixed investment	4.1	-7.0	0.6	11.4	8.4	7.0	6.4
Exports, GNFS <sup>4</sup>	8.7	1.9	4.8	11.9	6.1	6.8	7.2
Imports, GNFS <sup>4</sup>	10.8	-6.2	1.3	11.0	9.5	8.1	8.6
Net exports, contribution to growth	-0.3	1.8	0.8	0.4	-0.7	-0.2	-0.3
Current account bal/GDP (%)	-2.8	-0.9	0.1	1.2	0.4	-0.4	-0.7
GDP deflator (median, LCU)	15.4	6.4	8.4	4.0	4.0	4.0	4.0
Fiscal balance/GDP (%)	-2.4	-3.0	-2.8	-1.4	-1.6	-1.6	-0.9
<b>Memo items: GDP</b>							
LAC excluding Argentina	3.1	0.9	0.6	5.2	4.0	3.7	3.6
Central America	4.5	2.3	3.4	3.0	3.2	2.9	2.9
Caribbean	4.1	3.2	2.8	2.2	3.4	4.6	4.1

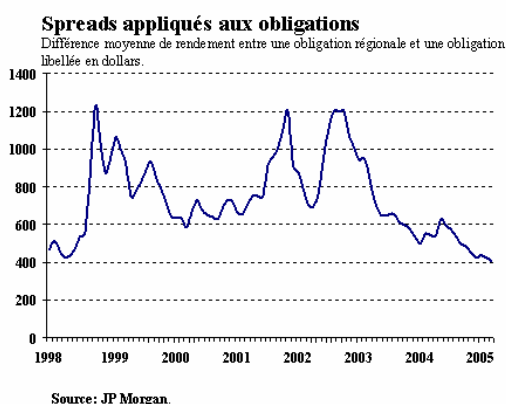
Notes: 1. Growth rates over intervals are compound average; growth contributions, ratios and the GDP deflator are averages.  
 2. GDP measured in constant 1995 U.S. dollars. 3. GDP measured at PPP exchange rates.  
 4. Exports and imports of goods and non-factor services.

Source: World Bank

### Évolution des taux de change réels et effectifs réels



**Le faible niveau des taux d'intérêt et l'abondance de liquidités au plan international ont également joué un rôle important, contribuant à la reprise des investissements et de la demande des ménages (en progression de 11,4 % et de 5,0 %, respectivement) et à l'augmentation des apports de capitaux.** Les pays de la région ont bénéficié de la faiblesse des taux d'intérêt dans les pays à revenu élevé (les taux à court terme en vigueur aux États-Unis, en Europe et au Japon étaient négatifs ou proches de zéro en valeur réelle) et d'une réduction substantielle du niveau de risque qui leur est associé dans l'esprit des investisseurs. Les spreads appliqués aux obligations des pays d'Amérique latine ont diminué de 100 points de base (1 point de pourcentage) en 2004 et s'établissaient en février 2005 à 431 points de base, ce qui est bien inférieur à leur niveau moyen pour la période 2000-03 (798 points de base). Bien que cela ait été en partie dû à une surabondance de liquidités au plan mondial, la libéralisation des échanges, l'adoption de taux de change plus souples, l'application de règles de prudence budgétaire et de gestion macroéconomique avisée, en plus de la baisse des ratios dette/PIB, ont également été à la base de ces diminutions des primes de risque.



**En dépit de l'intensité de l'activité et du haut niveau des prix pétroliers, l'inflation, dans la plupart des pays de la région, reste sous contrôle.**

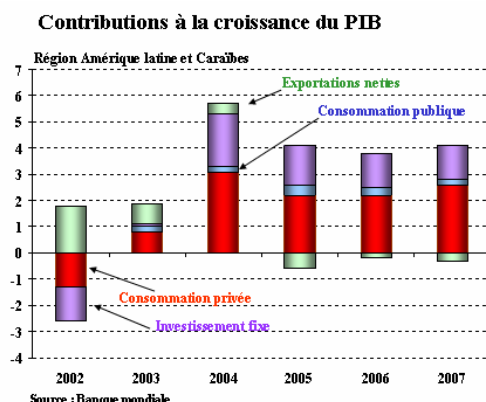
Bien que la hausse des prix se soit accélérée dans plusieurs pays d'Amérique centrale (Costa Rica, République dominicaine, El Salvador, Guatemala, Jamaïque et Honduras) ainsi qu'en Bolivie et au Pérou, elle reste relativement faible dans la plupart des pays. L'inflation a en outre diminué récemment en République dominicaine et en Jamaïque, où les dégâts causés par les ouragans avaient été en partie responsables de son accélération. Dans l'ensemble, le taux d'inflation médian pour la région a reculé au quatrième trimestre et se situe à présent à 5 %, soit bien en dessous du taux de 6,3 % enregistré en janvier 2003.

**Comme dans le reste du monde, l'activité économique devrait se ralentir dans la région Amérique latine et Caraïbes au cours de la période 2005-07.**

Selon les projections, le PIB pour l'ensemble de la région doit progresser d'environ 4,3 % en 2005 avant de se relâcher encore, à 3,7 %, en 2007, bien qu'il ne soit pas à exclure que la région crée la surprise en évoluant d'une manière supérieure à ces projections, comme elle l'a fait dans un passé récent ; en pareil cas, un niveau de croissance allant jusqu'à 4 % en 2007 serait également du domaine du possible. Le ralentissement prévu est en partie la conséquence de l'inévitable réaligement qui intervient dans des pays sortant d'une crise et tendant vers des taux de croissance plus normaux. Abstraction faite de l'Argentine, de l'Uruguay et du Venezuela dans les chiffres globaux pour la région (le PIB a augmenté de 8,6 %, 11,9 % et 17,1 %, respectivement, dans ces pays), la croissance se relâchera d'une façon moins marquée, pour tomber de 4,6 % en 2004 à 4 % en 2005, puis à 3,7 % en 2007 ou, dans l'hypothèse d'une reprise plus forte que prévu, à un niveau pouvant atteindre 4,2 %.

**On s'attend à ce que la hausse des taux d'intérêt entraîne une baisse des liquidités, tempérant ainsi la croissance accélérée des investissements.**

Les taux d'intérêt à l'échelon régional ont augmenté à la suite des hausses intervenues dans les taux officiels aux États-Unis, ainsi que d'un resserrement des politiques monétaires dans un certain nombre de pays de la région, notamment au Brésil où le taux SELIC a déjà été porté à 17,5 %. Ils n'en restent pas moins faibles par rapport à leurs niveaux antérieurs et, en dépit des hausses auxquelles on s'attend, cela devrait continuer d'être le cas.



**Ces faibles taux d'intérêt ont contribué au volume des liquidités mondiales.**

Cela s'est reflété dans le niveau soutenu des apports d'investissement étranger direct aux pays de la région, qui devraient encore progresser pour atteindre quelque 40 milliards de dollars en 2005, contre 26 milliards de dollars en 2004. On s'attend également à une augmentation des apports sous forme de prises de participation dans des entreprises privées et de financements obligataires, le surcroît d'investissements étant en majorité dirigé vers le Brésil et le Mexique, qui ont tous deux bénéficié récemment d'un relèvement de leur cote de crédit. Dans le cas du Brésil, ces apports devraient augmenter d'environ 1 milliard de dollars, pour atteindre quelque 34 milliards de dollars en 2005.

**La stabilisation des prix des produits de base en 2005 et leur baisse ultérieure atténueront le taux de progression des revenus et contribueront au ralentissement.**

Les recettes devraient certes demeurer importantes, soutenant ainsi les niveaux élevés d'activité, mais leur contribution à la croissance diminuera et l'excédent du compte courant de la région, de l'ordre de 1 % du PIB en 2004, se transformera en un léger déficit à l'horizon 2007 (-0,7 % du PIB environ). Les projections indiquent en fait qu'une expansion moins rapide de la demande mondiale en général, et de la demande de produits de base en particulier, se traduira par un net ralentissement des exportations, dont la progression tombera ainsi de 11,9 % en 2004 à 6,1 % en 2007.

**Le principal aléa pesant sur ces perspectives est que des déséquilibres mondiaux persistants puissent provoquer une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et amener les investisseurs à réévaluer les risques, entraînant une augmentation des taux d'intérêt mondiaux et un accroissement des spreads appliqués à la dette des marchés émergents.**

Les pays de la région ont fait d'importants progrès sur le plan de la restructuration de leur dette, et l'éventualité qu'ils puissent se trouver en situation d'arriéré de paiement du fait de surengagements en dollars et en créances à court terme a été largement réduite. Cela étant, et bien qu'on ait progressé sur le front de la réduction du fardeau de la dette, le niveau d'endettement reste élevé dans beaucoup de pays. Une hausse des taux d'intérêt pourrait provoquer un renversement de tendance significatif dans des ratios du service de la dette actuellement à de très faibles niveaux, mettant éventuellement en péril les avancées récentes en matière de rééquilibrage budgétaire — surtout si cela s'accompagnait d'un ralentissement prononcé de la croissance mondiale.

Dans la pire des hypothèses, un scénario qui verrait une hausse supplémentaire des taux d'intérêt américains de 200 points de base s'accompagner d'un important effet de richesse et d'une inversion de la tendance à la réduction des primes de risque pour les marchés émergents (voir les différents scénarios qui ont été élaborés, dans la section consacrée aux risques principaux), on peut s'attendre à un ralentissement spectaculaire de la croissance dans la région. Les principales répercussions se feraient probablement sentir dans les pays très endettés, tels que le Brésil, l'Uruguay et la Colombie, où la hausse des taux d'intérêt engendrerait un important surcroît de charges budgétaires susceptible d'exiger des réductions de dépenses dans d'autres parties du budget de l'État, aggravant ainsi le ralentissement de l'activité économique.

D'un point de vue plus positif (au moins sur le court terme), des élections sont prévues en 2006 dans un certain nombre de pays de la région et l'on s'attend à ce que cela se traduise par un léger gonflement des dépenses publiques.

La région restera par ailleurs sensible à l'évolution de la situation en Chine, qui représente un marché important et croissant pour les exportateurs de produits de base et est un concurrent non négligeable dans le secteur des produits manufacturés. Dans le cas du Mexique, en particulier, la structure de ses exportations est très similaire à celle de la Chine. Il va, de ce fait, faire face à une pression concurrentielle particulière de la part de celle-ci, surtout compte tenu des gains de productivité très rapides qu'elle a réalisés. La mise en œuvre concluante de réformes structurelles essentielles, notamment pour l'amélioration des infrastructures et du marché du travail, sera déterminante pour les résultats à venir.

Enfin, le scénario de référence suppose que les prix des métaux et des minéraux restent fermes pendant une bonne partie de 2005, avant de baisser progressivement sous l'effet d'une réduction de la demande mondiale et d'un accroissement de l'offre. Si, toutefois, les niveaux de demande devaient créer une heureuse surprise, comme ils l'ont fait en 2004, les revenus et le niveau de croissance dans les grands pays exportateurs (Chili, Jamaïque et Pérou) pourraient être sensiblement supérieurs aux projections. Pour les pays producteurs de produits agricoles (Argentine, Bolivie, Brésil, Équateur et Paraguay), la balance penche davantage du côté des aléas négatifs, dans la mesure où les hausses de prix de ces produits en 2003-04 reflétaient surtout une pénurie de l'offre, et les prix en question ont déjà commencé à baisser avec l'augmentation de la production.

## Perspectives régionales - Moyen-Orient et Afrique du Nord

Le PIB de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord a augmenté de 5,1 % en 2004 après avoir enregistré, l'année précédente, une croissance de 5,8 % qui constituait un taux record pour les dix dernières années.

Le haut niveau des prix du pétrole et une augmentation de la production d'hydrocarbures de 6 % a soutenu le niveau de croissance de la production dans les pays en développement exportateurs de pétrole, qui s'est établi à 5,5 %. Pour la région géographique proprement dite (y compris les pays à revenu élevé<sup>6</sup> de cette région), la conjugaison du niveau élevé des prix et du surcroît de production s'est traduite, pour les pays exportateurs de pétrole, par une amélioration de leur solde courant de près de 200 milliards de dollars, soit 13,5 % du PIB (comparé à 2002) et par une augmentation de 60 % de leurs recettes budgétaires. Cela a permis, par contre-coup, une amélioration de la situation budgétaire globale, un déficit de 1 % du PIB ayant fait place à un excédent de 7,7 % du PIB. On s'attend à ce que les prix du pétrole, après avoir atteint 38 dollars le baril en 2004, s'établissent en moyenne à 42 dollars le baril en 2005, avant de se relâcher à 33 dollars le baril en 2007.

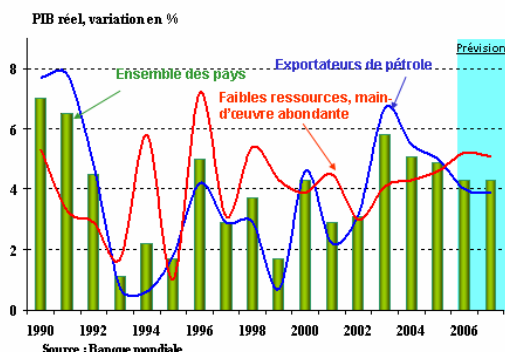
Pour les pays de la région dotés de faibles ressources mais d'une main-d'œuvre abondante, les résultats ont été légèrement moins positifs. La croissance du PIB a atteint 4,3 % en 2004, ce qui marque une hausse par rapport au taux de 4,1 % affiché l'année précédente, et ce en dépit d'un faible niveau de croissance en Europe de l'Est (destination de 70 % des exportations). À certains égards, il y a eu une moindre répercussion de la dynamique de croissance entre pays exportateurs de pétrole et pays non pétroliers que lors des phases antérieures de hauts niveaux de prix. Les factures d'importation de pétrole ont augmenté de 5 % en 2004, entraînant un accroissement du déficit pétrolier d'environ 0,7 % du PIB pour ces pays. Mais la hausse des prix n'a ralenti l'activité économique que dans une proportion de 0,1 ou 0,2 %, grâce

Middle East and North Africa forecast summary							
(annual percent change unless indicated otherwise)				Est. Forecast			
	90-00 <sup>1</sup>	2002	2003	2004	2005	2006	2007
GDP at market prices (1995 USD) <sup>2</sup>	3.3	3.1	5.8	5.1	4.9	4.3	4.3
GDP per capita (units in USD)	1.2	1.3	3.9	3.1	2.9	2.4	2.4
PPP GDP <sup>3</sup>	3.5	4.0	5.7	5.2	5.0	4.6	4.5
Private consumption	2.0	3.1	4.8	3.6	3.8	4.0	4.0
Public consumption	2.1	1.7	4.4	5.1	5.1	4.6	4.4
Fixed investment	3.4	5.6	6.1	8.0	7.5	6.2	5.9
Exports, GNFS <sup>4</sup>	4.8	-2.9	9.4	5.9	4.0	4.2	4.5
Imports, GNFS <sup>4</sup>	1.9	1.6	5.0	5.7	4.8	5.2	4.9
Net exports, contribution to growth	0.9	-1.3	1.4	0.2	-0.1	-0.1	0.0
Current account bal/GDP (%)	-1.9	4.9	8.7	14.4	13.4	9.8	8.1
GDP deflator (median, LCU)	5.9	2.0	3.6	4.2	4.0	4.0	4.0
Fiscal balance/GDP (%)	-0.8	-3.0	-0.6	0.0	-0.5	-0.9	-1.1
<b>Memo items: GDP</b>							
MENA Geographic Region <sup>5</sup>	3.6	2.9	6.1	5.2	4.9	4.4	4.4
Resource poor- Labor abundant <sup>6</sup>	3.8	3.0	4.1	4.3	4.6	5.2	5.1
Resource rich- Labor abundant <sup>7</sup>	3.4	6.1	6.3	6.0	5.5	5.0	4.7
Resource rich- Labor importing <sup>8</sup>	3.5	0.5	7.2	5.2	4.8	3.6	3.8
Notes: 1. Growth rates over intervals are compound average; growth contributions, ratios and the GDP deflator are averages.							
2. GDP measured in constant 1995 U.S. dollars. 3. GDP measured at PPP exchange rates.							
4. Exports and imports of goods and non-factor services.							
5. Geographic region includes high-income countries: Bahrain, Kuwait and UAE.							
6. Egypt, Jordan, Morocco and Tunisia.							
7. Algeria, Iran, Syria and Yemen.							
8. Bahrain, Kuwait, Oman, Saudi Arabia and UAE.							
Source: World Bank							

<sup>6</sup> Pour être plus précis, Bahreïn, le Koweït et les Émirats arabes unis sont inclus dans la région géographique.

en partie aux envois de fonds des travailleurs, pour lesquels les projections font état d'une augmentation de 750 millions de dollars entre 2003 et 2007<sup>7</sup>.

### Très forte croissance au plan régional Région Moyen-Orient et Afrique du Nord



### Les incidences indirectes de la guerre en Iraq ont été contrastées.

Au niveau le plus général, les effets indirects ont pris la forme d'une hausse des prix pétroliers et d'une désaffection des investisseurs et des touristes étrangers à l'égard des pays de la région. Le climat d'incertitude lié au conflit s'est traduit par une nette réduction des visites de touristes ainsi que d'hommes d'affaires dans la région, en particulier parmi les Européens. Cela a été compensé par une augmentation du trafic de visiteurs au sein de la région, en partie à la suite des restrictions affectant les déplacements à destination des États-Unis et de certaines parties de l'Europe. Dans ce contexte, après une année très médiocre en 2003, l'afflux de touristes s'est redressé, progressant de près de 24 % au Moyen-Orient (17 % en Afrique du Nord) — un niveau bien supérieur à l'augmentation moyenne de 12 % enregistrée à l'échelle mondiale en 2004. Les recettes du tourisme dans les pays dotés de faibles ressources mais d'une main-d'œuvre abondante ont augmenté de 5,2 %, le Maroc et la Tunisie enregistrant même des hausses de 9,5 et 8 %, respectivement. Dans le même temps, les pays voisins de l'Iraq, telle la Jordanie, ont bénéficié d'un surcroît de commerce de transit et de l'implantation sur leur territoire d'antennes d'organisations non gouvernementales et d'autres groupes.

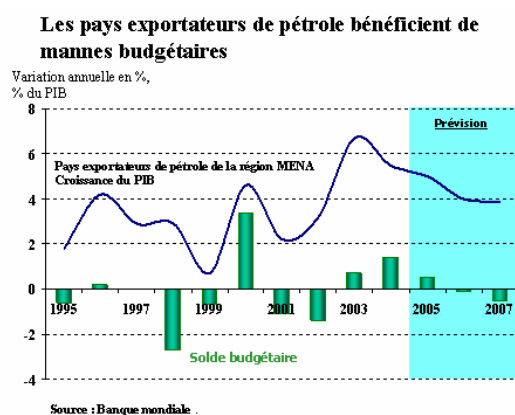
### Le taux de croissance de la région devrait tomber à 4,3 % d'ici à 2007.

Pour les pays en développement exportateurs de pétrole, la croissance du PIB devrait tomber aux alentours de 4 %, notamment parce que la demande mondiale de pétrole est censée augmenter seulement de 1,5 à 2 % par an (au lieu du niveau quasiment record de 3,4 % enregistré en 2004) et aussi du fait que les perspectives d'accroissement supplémentaire des niveaux de production sont considérablement réduites dans un avenir immédiat. Dans ces conditions, la contribution du secteur pétrolier à la croissance devrait diminuer. De plus, comme on s'attend à ce que les prix du pétrole se stabilisent et finissent par baisser, la tendance à la hausse des revenus dans le secteur privé qui leur faisait pendant devrait se ralentir. Cela pourrait être compensé par des hausses des dépenses publiques, si les autorités décident d'utiliser à cette fin la manne pétrolière de ces dernières années. Cela étant, si ces dépenses ne s'accompagnent pas de réformes structurelles et ne renforcent pas les capacités de production des pays en question, l'accroissement du PIB ne se prolongera probablement pas de façon durable. Pour les pays de la région dotés de faibles ressources, les perspectives sont également favorables dans l'ensemble, la production devant s'accélérer légèrement pour s'établir juste au dessus de 5 % en 2006-07. Le renforcement prévu de la demande en Europe devrait maintenir la croissance dans les pays du Maghreb à des niveaux relativement élevés, malgré les incidences négatives que pourrait avoir sur les exportations l'élimination des quotas sur les textiles de l'Arrangement multifibres (AMF).

<sup>7</sup> L'augmentation des envois de fonds aurait probablement été plus prononcée encore, si ce n'est pour le fait que les pays riches en pétrole se tournent de plus en plus vers des travailleurs immigrés temporaires d'Asie du Sud et du Sud-Est. La majorité des envois de fonds à destination de cette région viennent à présent d'Europe de l'Ouest, où le faible niveau de la croissance a limité l'emploi et la progression des salaires.

## La forte dépendance de la région à l'égard des hydrocarbures la rend particulièrement vulnérable à des variations de la demande.

Si d'abondantes réserves de pétrole et de gaz représentent un atout pour les pays riches en ressources naturelles, les recettes qui en découlent ont tendance à se traduire par une appréciation des monnaies en valeur réelle, au détriment de la compétitivité des activités autres que le pétrole. À cet égard, l'appréciation des monnaies des pays exportateurs de pétrole représente un problème non négligeable, compte tenu surtout de la nécessité de créer des emplois pour une main-d'œuvre jeune et en pleine expansion. Si l'accroissement des recettes pétrolières est « permanent » plutôt que « temporaire », l'appréciation pourrait être de nature à se prolonger, mettant en relief la nécessité de procéder à des réformes structurelles.



Les perspectives d'avenir dépendront pour beaucoup du degré de réussite qu'auront les autorités pour mettre à profit les récents « superbénéfices » liés aux hydrocarbures, que les estimations chiffrent à 90 milliards de dollars au total pour la période 2004-05, de manière à développer des facteurs durables de croissance autres que le pétrole pour l'avenir. Dans cette optique, le défi au niveau politique sera de résister aux demandes tendant à ce que les fonds soient affectés à des transferts servant à financer des dépenses ordinaires, au lieu d'économiser ces ressources ou de les consacrer à la réalisation de réformes et d'investissements propres à renforcer les capacités.

## Perspectives régionales - Asie du Sud

**Selon les estimations, la croissance du PIB réel en Asie du Sud s'est établie à un robuste niveau de 6,6 % en 2004.**

Bien que cela marque un recul par rapport au taux de 7,8 % affiché en 2003, ce ralentissement est avant tout le reflet d'une mauvaise campagne agricole en Inde, principale économie de la région (elle représente quelque 75 % de la production totale). Des pluies inférieures à la normale ont entraîné de mauvaises récoltes qui ont eu pour effet de ralentir la progression des revenus des ménages dans le secteur agricole, ce qui s'est traduit par un relâchement de la croissance de la consommation privée. L'essor rapide des échanges mondiaux a soutenu les exportations indiennes, qui ont augmenté de 13,9 % en valeur réelle en 2004. Cela a contribué à une expansion de 8,3 % du secteur industriel du pays, et à une croissance de 6,8 % du PIB, niveau bien supérieur à la moyenne de 5,5 % enregistrée dans les années 90. Au Pakistan, des conditions climatiques favorables, les réformes antérieures et une forte production industrielle ont permis un niveau de croissance supérieur à 6 %.

**Abstraction faite de l'Inde, la croissance de la région s'est quelque peu raffermie pour atteindre 5,9 % en 2004, contre 5,7 % en 2003.**

Cette solide performance s'est appuyée sur une augmentation tendancielle de la place des services dans la valeur ajoutée totale de l'économie de la région. Cet élément a été renforcé en 2004 par l'expansion du crédit, une forte demande extérieure et un accroissement de 8,5 % de l'activité industrielle, contre 6,8 % en 2003.

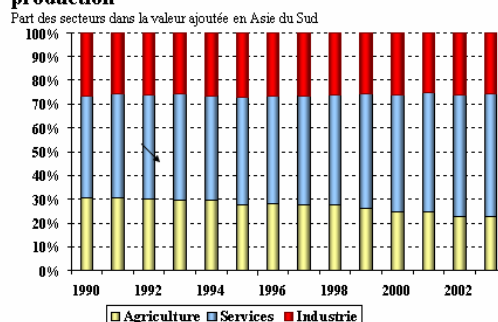
South Asia forecast summary							
(annual percent change unless indicated otherwise)				Est. Forecast			
	90-00 <sup>1</sup>	2002	2003	2004	2005	2006	2007
GDP at market prices (1995 USD) <sup>2</sup>	5.2	4.6	7.8	6.6	6.2	6.4	6.7
GDP per capita (units in USD)	3.3	2.9	6.1	4.9	4.6	4.8	5.2
PPP GDP <sup>3</sup>	5.3	4.6	7.9	6.6	6.2	6.4	6.7
Private consumption	4.2	3.9	7.8	6.0	5.1	5.4	5.6
Public consumption	5.2	3.3	7.6	7.6	7.7	6.8	6.6
Fixed investment	6.0	8.4	9.0	7.9	7.5	8.7	9.3
Exports, GNFS <sup>4</sup>	11.1	18.3	13.0	13.3	12.4	12.0	12.4
Imports, GNFS <sup>4</sup>	10.0	5.5	12.3	13.7	11.7	11.3	12.1
Net exports, contribution to growth	0.0	2.0	0.3	0.2	0.4	0.4	0.4
Current account bal/GDP (%)	-1.6	1.4	1.3	-0.4	-0.9	-0.7	-0.6
GDP deflator (median, LCU)	8.4	3.6	4.7	4.4	7.2	5.9	5.0
Fiscal balance/GDP (%)	-8.8	-9.1	-7.9	-8.3	-8.3	-7.4	-7.1
<b>Memo items: GDP</b>							
South Asia excluding India	4.4	4.5	5.7	5.9	5.8	5.9	6.0
Notes: 1. Growth rates over intervals are compound average; growth contributions, ratios and the GDP deflator are averages.							
2. GDP measured in constant 1995 U.S. dollars. 3. GDP measured at PPP exchange rates.							
4. Exports and imports of goods and non-factor services.							
Source: World Bank							

**De meilleures politiques macroéconomiques, une intégration accrue au plan mondial et une amélioration du climat des affaires ont renforcé la compétitivité de la région.**

Dans ces conditions, la croissance a été largement répartie. Parallèlement à la bonne tenue des exportations, le secteur intérieur a connu une expansion rapide et la part des services dans la production totale a progressé. Cette diversification a aidé la région à réduire son niveau de vulnérabilité à l'égard des catastrophes naturelles. Cela peut aider à expliquer pourquoi le tsunami de décembre 2004, en dépit de ses

horribles conséquences sur le plan humain, devrait avoir dans l'ensemble des incidences négatives limitées au plan économique (voir encadré).

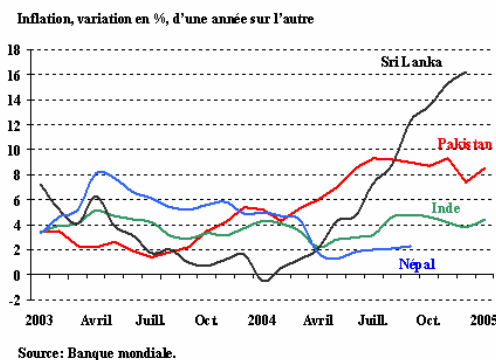
### Les services représentent une part croissante de la production



### Le maintien des prix pétroliers à des niveaux élevés et l'apparition de contraintes de capacité ont abouti à une accélération des pressions inflationnistes en 2004 et au début de 2005.

Le taux médian d'inflation des prix à la consommation dans la région a atteint 5,4 % en 2004, contre 4,9 % en 2003 et 3,5 % en 2002. À Sri Lanka, l'inflation moyenne s'est établie à 11 % en 2004, contre 6,6 % l'année précédente. Le tsunami n'a fait qu'aggraver ces pressions au début de 2005. Le Pakistan a lui aussi connu une poussée inflationniste, son taux d'inflation mensuel étant passé de 5,1 % au début de 2004 à 8,5 % au début de 2005. En revanche, l'inflation est restée relativement stable en Inde, en partie grâce à un relèvement préventif des taux décidé par la banque centrale à la fin de 2004, lequel a contribué à un recul de 1 point de pourcentage de l'inflation au quatrième trimestre (de 4,8 % en septembre, le taux d'inflation est tombé à 3,8 % en décembre). On s'attend à ce que la hausse des prix du pétrole continue d'exercer une pression à la hausse sur l'inflation dans l'ensemble de la région en 2005.

### Signes d'accélération de l'inflation



### Le haut niveau des prix pétroliers, conjugué à une forte demande intérieure, entraîne également un creusement des déficits courants dans les pays importateurs d'énergie.

En pourcentage du PIB, les soldes courants de la région sont passés d'une situation d'excédent de 1,3 % en 2003 à un déficit de 0,4 %. L'ampleur de cette dégradation a été limitée par un accroissement marqué du volume des exportations sous l'effet d'une forte demande sur les marchés extérieurs, laquelle a augmenté de 10 % en volume pour la région en 2004, contre 8 % l'année précédente. Un taux élevé de pénétration des marchés a été à la base d'une hausse de 13 % des exportations de biens et de services, le commerce des marchandises ayant pour sa part progressé de plus de 14 %.

**En dépit d'un contexte extérieur moins favorable, la croissance de la région devrait s'amplifier pour s'établir à 6,5 % environ par an d'ici à 2007.**

On s'attend à ce que le caractère plus équilibré que cette croissance a présenté en 2004 se maintienne, la consommation et l'investissement intérieurs devant y occuper la plus grande place. Bien que le haut niveau des prix pétroliers puisse entraîner en Inde une décélération de la croissance allant jusqu'à 1 % et un creusement du déficit courant de 0,6 % du PIB, un retour à un régime de pluies normal contribuera à soutenir la demande intérieure.

**Enfin, plusieurs facteurs devraient contribuer à une croissance soutenue des investissements.**

- En Inde, le relèvement des plafonds concernant la participation des investisseurs étrangers dans le secteur financier et celui des télécommunications devrait renforcer les apports d'IED.
- Au Pakistan, la poursuite des réformes et la privatisation d'un certain nombre de grandes entreprises devraient aussi se traduire par un accroissement des apports d'IED.
- On s'attend à ce que le processus de reconstruction à la suite de la catastrophe du tsunami donne un coup de fouet à l'activité d'investissement à Sri Lanka et aux Maldives.
- Une augmentation des investissements dans la région devrait en outre être facilitée par un relâchement des pressions inflationnistes à mesure que l'impact des hausses des prix pétroliers commence à se dissiper, en 2006 et 2007.

**Le ralentissement du commerce mondial en 2005 devrait être en partie compensé par un accroissement des échanges internes à la région.**

Exprimés en dollars, ceux-ci ont progressé de 11 % par an au cours des trois dernières années, et la région devrait accroître sa part des échanges avec l'Asie de l'Est. En outre, la baisse des prix du pétrole et l'aboutissement du processus d'élimination graduelle des quotas au titre de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) renforceront l'activité, particulièrement en Inde et au Pakistan, où d'importants investissements ayant pour effet d'accroître la compétitivité ont été réalisés et où les coûts de main-d'œuvre restent peu élevés. Au Bangladesh et à Sri Lanka, en revanche, on s'attend à une baisse des exportations de textiles sous l'effet d'une concurrence accrue. Le Bangladesh semble particulièrement vulnérable. Les trois quarts environ de ses exportations sont constitués par les textiles et les vêtements (y compris les vêtements de confection), des catégories de produits qui ont été très tributaires du système des quotas. De même, les mesures prises par Sri Lanka pour se préparer à l'élimination des quotas ont été insuffisantes pour lui permettre de maintenir sa part de marché.

**Encadré : Le tsunami de 2004**

En dépit de ses horribles conséquences sur le plan humain, on s'attend à ce que le tsunami ait dans l'ensemble une incidence économique relativement limitée sur le PIB de la région.

Du fait qu'il s'est produit tout à fait en fin d'année, le tsunami a eu un impact négligeable en 2004. Son impact en 2005 et pour l'avenir est difficile à établir. Mais comme les dégâts ont été limités aux zones littorales, on s'attend à ce qu'il soit difficile d'en percevoir les effets sur la croissance globale de grandes économies telles que l'Inde. Pour les économies de moindre dimension comme Sri Lanka et les Maldives, qui ont été, proportionnellement, plus gravement touchées, on s'attend à ce que l'impact soit plus prononcé. Au delà de l'énorme perte en vies humaines, les coûts économiques nets sont difficiles à jauger, quoique de précédentes catastrophes localisées comme celle-ci se soient caractérisées par une baisse initiale de l'activité économique du fait de la destruction des capacités de production, suivie par un essor avec la mise en œuvre des efforts de reconstruction. Dans ce cas particulier, compte tenu de l'ampleur de la réaction de la communauté internationale à la catastrophe, ce deuxième effet pourrait bien être prédominant, surtout en 2005 et en 2006, et aboutir en fait à donner un véritable coup de fouet à la croissance.

**Les risques liés à une dégradation du contexte extérieur se concentrent actuellement sur l'éventualité d'une hausse des taux d'intérêt ou d'un affaiblissement prononcé du dollar.**

Une hausse des taux d'intérêt au plan mondial aurait pour effet de réduire la demande extérieure, de compliquer la gestion de la dette, de comprimer les chiffres effectifs de croissance au plan intérieur et de contribuer à un relâchement de la situation monétaire. Des prix pétroliers nettement plus élevés aboutiraient à un creusement du déficit courant de la région et à un surcroît de pressions inflationnistes. Dans l'ensemble, toutefois, les économies de la région sont bien placées pour absorber les incidences négatives qu'auraient pour la croissance un recul de la demande extérieure et une hausse des prix du pétrole, de par leurs assez faibles taux d'inflation, leur forte croissance et leurs solides positions de liquidités au plan international. L'abolition des quotas de l'ATV sur les textiles pourrait avoir des conséquences plus prononcées que prévu pour les pays exportateurs de textiles de la région, sur un plan positif (par exemple, pour l'Inde) ou négatif (par exemple, pour le Bangladesh).

**La vulnérabilité des pays aux catastrophes naturelles et à une détérioration de leur stabilité politique pose également des risques de dégradation.**

D'importants segments de la population de la région restent vulnérables aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles. Un renforcement des capacités pour atténuer l'impact de ces facteurs, sans pour autant fausser le régime d'incitations économiques, devrait être une priorité. Beaucoup d'individus sont également vulnérables à l'instabilité politique dans la région. Une éventuelle détérioration des relations politiques au sein de cette région continue de faire peser des risques sur ses perspectives de croissance et de réduction de la pauvreté. Mais les progrès accomplis récemment dans le sens d'une consolidation de la paix dans la région (entre l'Inde et le Pakistan, par exemple) et d'un raffermissement des liens économiques entre pays (par exemple, entre le Bangladesh et l'Inde) ont contribué à atténuer ces risques. Les troubles civils qui se poursuivent — par exemple, au Népal et à Sri Lanka, en plus de l'intensification récente des violences politiques au Bangladesh, à l'approche des élections de 2006 — restent également un sujet de préoccupation, et une dégradation supplémentaire de la situation dans ces pays laisserait présager de moins bons résultats sur le plan de la croissance.

## Perspectives régionales - Afrique subsaharienne<sup>8</sup>

Selon les estimations, l'activité économique en Afrique subsaharienne a progressé de 3,8 % en 2004, ce qui, pour cette région, représente les meilleurs résultats qu'elle ait enregistrés depuis 1996 et la onzième année consécutive de croissance positive.

En fait, on estime que les économies d'un grand nombre de pays ont connu une croissance de 5 % ou plus en 2004<sup>9</sup>. Cette bonne performance peut être en partie mise au compte de la forte expansion des échanges mondiaux, à laquelle les pays de la région ont pleinement pris part. Dans l'ensemble, le volume des échanges régionaux a augmenté de 8,7 %, ce qui constitue l'un des meilleurs résultats de ces 25 dernières années. L'absence relative de conflits majeurs dans la région en 2004 (à l'exception notable de la Côte d'Ivoire et du Zimbabwe, dont l'économie a marqué un recul, ainsi que du Soudan<sup>10</sup>) a également contribué à ce niveau soutenu de croissance globale. De même, l'absence de grandes sécheresses et autres catastrophes naturelles a joué un rôle — particulièrement dans la zone franc d'Afrique centrale. L'invasion des criquets pèlerins en Mauritanie, au Sénégal, au Mali et au Niger a eu un impact moins marqué qu'on ne l'avait craint initialement, mais on dispose d'indications faisant état de très hauts niveaux de reproduction durant l'été et donnant à penser qu'une nouvelle infestation pourrait poser des problèmes en 2005.

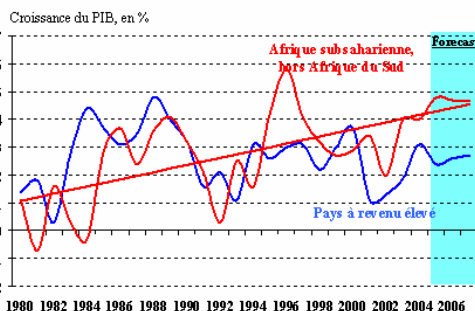
### **Le haut niveau des prix du pétrole et des autres produits de base a contribué à cette solide performance.**

Cela a eu un impact à la fois direct, grâce au niveau soutenu des ventes de ces produits, et indirect, du fait de la hausse des revenus qui a engendré des niveaux accrus de consommation et d'investissement. Parmi les pays exportateurs de pétrole, la croissance s'est ralentie en 2004, pour s'établir à 4,1 % (contre 8,1 % l'année précédente), des contraintes de capacité ayant empêché la production de croître aussi rapidement qu'en 2003. On estime en particulier que la croissance du PIB du Nigéria est tombée d'un rythme effréné de 10,7 % en 2003 à un niveau relativement calme de 3,7 % en 2004.

### **Parmi les pays importateurs de pétrole, l'expansion a été moins soutenue (3,7 %), mais elle était néanmoins en hausse par rapport au taux de 2,3 % enregistré en 2003, grâce à l'impulsion donnée par le haut niveau des prix des produits agricoles et des métaux.**

La croissance en Afrique du Sud, qui représente à peu près le tiers du PIB de la région, a atteint 3,7 %, l'impact de l'appréciation effective de 40 % enregistrée par le rand depuis 2002 ayant commencé à

#### **Les réformes soutiennent la tendance ascendante de la croissance du PIB**



Source: Banque mondiale

<sup>8</sup> La présente note et les données prévisionnelles ont bénéficié d'une étroite coopération avec le Centre de développement de l'OCDE.

<sup>9</sup> Selon les estimations de la Banque mondiale, le taux de croissance a dépassé 5 % dans les pays suivants : Angola, Burundi, Cap-Vert, Éthiopie, Gambie, Ghana, Madagascar, Mozambique, Ouganda, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Tchad et [Zambie].

s'estomper et le haut niveau de prix des produits de base non pétroliers ayant donné un coup de pouce aux revenus et à la production. Le solide taux de croissance affiché par l'Angola, qui représente désormais près de 7 % du PIB de la région, sera également un facteur sur lequel il faudra compter. Les autres pays importateurs de pétrole représentent plus des deux tiers de la population du sous-continent mais moins du tiers du PIB. Selon les estimations, leur production a augmenté de 3,9 %, ce qui marque une forte progression par rapport au taux de 1,2 % enregistré en 2003.

La récente baisse de 18 % des prix du coton n'a guère eu d'impact sur le PIB en 2004. Pour les producteurs du Mali, du Tchad et du Bénin, on s'attend à ce que les incidences à court terme soient limitées, du fait que les prix à la production, qui sont réglementés, ont été laissés à des niveaux relativement élevés. Mais ces prix subventionnés devraient baisser à partir de 2005. Le niveau soutenu des prix des métaux a profité à un certain nombre de pays, notamment l'Afrique du Sud. Dans l'ensemble, toutefois, les pays subsahariens importateurs de pétrole (abstraction faite de l'Afrique du Sud) ont subi une dégradation des termes de l'échange de 0,5 % du PIB, l'effet négatif sur les revenus du niveau élevé des prix pétroliers ayant plus que compensé l'effet positif de la hausse des prix des produits agricoles et des métaux<sup>11</sup>.

### Globalement, les revenus par habitant ont progressé de 1,7 %.

De ce fait, et à la différence de ce qui s'est passé dans les années 90, qui avaient vu une baisse des revenus par habitant, la situation matérielle moyenne des habitants du sous-continent s'est améliorée. S'il

Sub-Saharan Africa forecast summary							
(annual percent change unless indicated otherwise)				Est. Forecast			
	90-00 <sup>1</sup>	2002	2003	2004	2005	2006	2007
GDP at market prices (1995 USD) <sup>2</sup>	2.3	2.8	3.4	3.8	4.1	4.0	4.1
GDP per capita (units in USD)	-0.3	0.7	1.2	1.7	2.1	2.0	2.1
PPP GDP <sup>3</sup>	2.6	3.3	4.1	4.3	4.6	4.4	4.4
Private consumption	2.2	8.2	-0.4	4.9	4.0	3.7	4.2
Public consumption	2.5	1.0	7.4	5.9	4.2	3.5	3.1
Fixed investment	3.5	10.2	3.7	6.3	5.6	5.2	5.4
Exports, GNFS <sup>4</sup>	4.9	-0.4	5.7	7.3	8.4	8.1	8.0
Imports, GNFS <sup>4</sup>	5.3	4.2	7.6	10.1	7.2	7.2	7.9
Net exports, contribution to growth	-0.1	-1.4	-0.7	-1.1	0.1	0.1	-0.2
Current account bal/GDP (%)	-1.5	-0.3	-0.9	0.5	0.2	-0.5	-0.3
GDP deflator (median, LCU)		6.5	8.2	4.1	4.0	4.0	4.0
Fiscal balance/GDP (%)	-4.1	-2.7	-2.7	-2.9	-3.0	-2.9	-2.6
<b>Memo items: GDP</b>							
SSA excluding South Africa	2.9	2.0	4.0	4.0	4.8	4.7	4.7
Oil exporters	2.8	2.6	8.1	4.1	5.6	5.2	5.0
CFA countries	2.3	0.9	1.6	1.9	2.3	1.7	2.0
Notes: 1. Growth rates over intervals are compound average; growth contributions, ratios and the GDP deflator are averages.							
2. GDP measured in constant 1995 U.S. dollars. 3. GDP measured at PPP exchange rates.							
4. Exports and imports of goods and non-factor services.							
Source: World Bank							

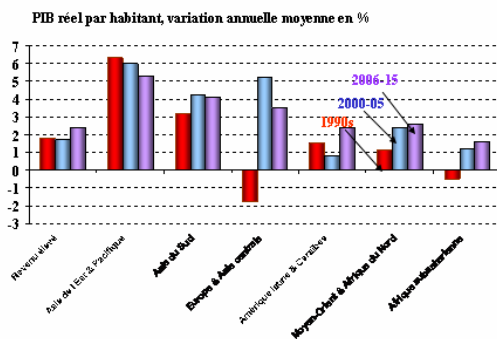
est vrai que la croissance globale est sujette à d'importantes fluctuations, le fait est que le PIB de la région a suivi une tendance à la hausse au cours des deux dernières décennies. La région a certes enregistré fréquemment des taux de croissance plus soutenus, mais sa croissance a été, ces derniers temps, plus uniformément solide. Ces résultats positifs sont le reflet d'un certain nombre de facteurs, y compris les réformes structurelles entreprises au cours des décennies précédentes dans un certain nombre de pays.

<sup>10</sup> En dépit des troubles que connaît le Soudan, la croissance économique y a été forte.

<sup>11</sup> Si l'Afrique du Sud est prise en compte, les pays subsahariens importateurs de pétrole ont en fait enregistré une amélioration des termes de l'échange de près de 1 % du PIB, grâce à un effet positif de 1,5 % généré par l'évolution dans le secteur des métaux et des minéraux.

Celles-ci ont permis aux déficits budgétaires de tomber, pour l'ensemble de la région, en dessous de 3 % du PIB, et ont contribué à maintenir l'inflation à des niveaux réduits. Il faut ajouter à cela l'important rôle joué par la libéralisation des échanges, qui a vu les tarifs douaniers moyens tomber d'environ 30 % dans les années 80 à moins de 10 % aujourd'hui. Néanmoins, la croissance a été plus soutenue presque partout ailleurs dans le monde, de sorte que la région, au lieu de rattraper son retard, a perdu plus de terrain par rapport aux pays développés ainsi qu'aux autres pays en développement.

### Implications pour la pauvreté



**Pris dans son ensemble, le PIB de l'Afrique subsaharienne devrait se raffermir quelque peu, selon les projections, qui laissent présager une augmentation de l'ordre de 4 % durant la période 2005-07.**

On s'attend à ce que le niveau élevé des prix du pétrole, des métaux et des minéraux, qui doit se maintenir en 2005 pour se modérer progressivement en 2006 et 2007, ait pour effet d'accroître la demande d'investissements, laquelle devrait de plus en plus être un facteur de croissance pour les pays de la région. La croissance devrait se renforcer à nouveau pour les pays exportateurs de pétrole avec la mise en service de nouvelles capacités à la suite des investissements réalisés dans le passé. Pour les pays importateurs de pétrole, la croissance devrait rester aux niveaux actuels, le coup de pouce donné aux revenus par le niveau élevé des prix des produits de base non pétroliers ayant compensé en partie seulement le surcroît de coût associé au haut niveau des prix pétroliers. Les réformes prévues dans un certain nombre de pays, dont l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Mozambique, l'Ouganda le Rwanda et la Tanzanie, devraient contribuer d'une manière positive aux perspectives de la région, tant à moyen terme qu'à plus long terme. Dans l'ensemble, l'inflation devrait rester généralement stable. La détente des prix du pétrole devrait améliorer la situation du compte courant des pays importateurs et réduire les excédents des pays exportateurs.

### Le maintien de solides résultats économiques fait face à plusieurs problèmes.

Les améliorations récentes des résultats économiques traduisent des progrès sensibles en matière de gestion macroéconomique et de développement des infrastructures sociales et matérielles au sein de la région. Des progrès supplémentaires seront indispensables si l'on veut que celle-ci puisse obtenir ou dépasser ces résultats en matière de croissance, compte tenu notamment des obstacles considérables auxquels elle fait face, à savoir : une tendance aux troubles civils, des perturbations répétées sous l'effet du climat, des infrastructures et un capital humain limités en quantité et en qualité et, en particulier, l'épidémie du VIH/SIDA. Dans le passé, ces obstacles ont été les principaux facteurs déterminants de la médiocrité des résultats obtenus par la région. Les revenus par habitant ont considérablement régressé dans les zones en proie à des conflits au cours des années 80 et 90, et le VIH/SIDA a décimé la population de nombreux pays africains. Les taux élevés de mortalité et d'invalidité parmi les adultes en âge de travailler constituent une sérieuse entrave à la croissance.

Qui plus est, compte tenu de la possibilité d'une baisse des prix des produits de base et d'un ralentissement de la croissance, et eu égard au lourd endettement de certains de ces pays, la politique

budgétaire doit reposer sur des hypothèses macroéconomiques prudentes. Les déficits budgétaires au niveau de l'ensemble de la région ont diminué. Cependant, l'amélioration récente s'est produite pour une bonne part dans les pays exportateurs de pétrole, et serait très sensible à une baisse des prix pétroliers. Prendre en compte ce type d'éventualités dans les plans budgétaires permettrait non seulement de prévenir des changements perturbateurs dans les dépenses de programme, mais aussi d'empêcher les dépenses de suivre une trajectoire procyclique.